



Il y a un an, la loi Darmanin était votée

Manifestation Vendredi 31 janvier 15h Place Montparnasse, Paris en direction du ministère du Travail, 127 rue de Grenelle 75007 Paris

Nous voici un an après l'adoption de la loi « Pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration », dite loi Darmanin, du 26 janvier 2024. Nous les collectifs de sans-papiers, les mineurs isolés, avec nos soutiens, nous dénonçons les violations répétées des droits et des libertés, dénonçons le racisme et les discriminations qui se sont accrues avec cette loi.

Nous les collectifs de sans-papiers nous revenons sur les conséquences néfastes déjà observées de cette loi sur les personnes exilées (les OQTF désormais à trois ans, le délai de recours réduit, la double peine, l'arbitraire sur le "trouble à l'ordre public") et sur les velléités politiques consistant à envisager une loi encore plus restrictive pour l'accueil, les droits, et la dignité des personnes ainsi que le projet de remplacement de la circulaire Valls.

À cela s'ajoute l'impossibilité d'accéder aux préfectures, ce qui renvoie à la situation de Sans-papiers des personnes qui sont en règle depuis des années.

Nous appelons à manifester le 31/01/25 pour dénoncer la politique de ce gouvernement qui ne cesse de s'attaquer l'ensemble de la classe ouvrière avec ou sans papiers, Français.es ou d'origine étrangère. Rendez-vous à 15h, Place Montparnasse. Nous manifesterons en direction du ministère du Travail que nous demanderons à rencontrer.

Nous les collectifs des sans-papiers et nos soutiens, nous appelons à manifester contre ce nouveau gouvernement de la honte mise en place par Macron qui ne cesse de proférer de propos racistes et discriminatoires contre les étrangers venus d'Afrique et contre tous les Africains.

L'Etat nous oblige à transgresser ses lois pour être régularisés !!

Ce gouvernement annonce préparer une circulaire pour remplacer la circulaire Valls. Il a jeté dans le caniveau cette circulaire Valls. Nous ne l'y ramasserons pas. Nous ne la défendrons pas.

Nous les collectifs de sans-papiers et nos soutiens nous manifesterons pour continuer à dénoncer la circulaire Valls, une circulaire de la honte qui nous pousse à transgresser la loi pour pouvoir demander notre régularisation. Elle nous demande de montrer un grand

nombre de feuilles de paye pour être régularisés alors que nous n'avons pas l'autorisation de travailler. Elle nous demande d'être parrainés par un patron, lequel doit s'engager à nous employer pour une année. Tout cela pour pouvoir entamer une procédure de régularisation qui durera un an et plus..... à condition d'obtenir un rendez-vous en préfecture, ce qui est de plus en plus impossible. Alors, faire une circulaire pire que la circulaire Valls, c'est faire une circulaire de suppression des droits des étrangers.

Le nouveau gouvernement est là pour stigmatiser les étrangers et étrangères. Il ne veut plus entendre parler de la régularisation de sans-papiers et veut nous laisser à la merci du patronat.

Le gouvernement de Bayrou veut enfermer plus et expulser plus et il s'en est donné les moyens en nommant Retailleau et Darmanin comme ministres de l'Intérieur et de la Justice

Il raconte que notre présence ne crée que du désordre. Il espère ainsi faire plaisir au Rassemblement National pour que leur gouvernement puisse survivre. Mais c'est voué à l'échec.

Nous les collectifs de sans-papiers, mineurs isolés et nos soutiens, nous manifesterons pour dire NON à un énième projet de loi ou circulaire qui va reprendre les articles de la dernière loi asile immigration qui avaient été rejetés par le Conseil constitutionnel. Nous jugions déjà cette loi comme une loi raciste qui criminalise l'ensemble des immigrés.es sous prétexte de menace à l'ordre public. Une menace à l'ordre public dont on ignore l'étendue et qu'ils se sont bien gardés de définir. Une loi raciste qui vise à augmenter le nombre d'OQTF. Sachant que la France est, de loin, le champion d'Europe des délivrances d'OQTF.

Nous sommes face à des règles qui sont déjà ambiguës et perverses. La future loi instaurerait, de plus, l'absence de papier comme étant un délit. 700 000 personnes en France seraient ainsi désignées comme criminelles par la magie d'un vote à l'Assemblée Nationale.

Nous les collectifs de sans papiers, nous disons NON à une énième loi qui projette de supprimer l'aide médicale d'État (AME). L'AME pour nous, ce n'est pas se faire refaire le nez ou les oreilles comme on l'entend de la part

de politiciens et des journalistes racistes, c'est aller à l'hôpital pour des blessures sur les chantiers, pour les reins brisés, pour des infections comme la covid ou la tuberculose. Et ils osent parler de santé publique. Ces infections, demain, se diffuseront vers d'autres personnes. Le gouvernement se moque tout autant de notre santé que de la santé des Français. D'ailleurs, il n'y a qu'à voir dans quel état leur politique a mis les services d'urgence dans les hôpitaux. En 2025, en France, on meurt sur un brancard dans un couloir d'hôpital, faute d'avoir été soigné.



Manifestation du 14 décembre 2024

Ouvrez les guichets !!

Nous les collectifs de sans-papiers, nous n'avons pas besoin d'une énième loi, nous avons besoin de moyens humains dans les préfectures. Nous n'avons pas besoin d'une énième loi, nous avons besoin de travailler sans avoir besoin d'autorisation de travail, comme les ressortissants de l'Union Européenne. Nous n'avons pas besoin d'une énième loi, nous avons besoin de titres de séjour pérenne (des cartes résidents).

Nous les sans-papiers des collectifs, sommes des travailleuses et des travailleurs exploités. Nous faisons partie de la classe ouvrière française, nous vivons ici, nous travaillons ici. Les travaux les plus pénibles, c'est nous qui les faisons et les salaires les plus indignes, c'est pour nous. Et c'est nous aussi qui cotisons ici pour une retraite que nous ne toucherons jamais. Nous ne sommes pas des profiteurs. C'est ce système d'exploitation qui profite de nous.

Nous les collectifs de sans-papiers, nous regroupons des femmes, des enfants et des hommes qui ont fui. Nous avons fui la guerre, la violence conjugale, le mariage forcé et la destruction de nos économies par le FMI, la France, l'Europe, les USA...

Régularisez !!!

Nous les collectifs de sans-papiers, mineurs isolés nous exigeons la régularisation de toutes les travailleuses et de tous les travailleurs sans-papiers avec une seule preuve de travail, par un titre de séjour pérenne. Nous exigeons la régularisation de celles et ceux exploités dans le BTP et sur les chantiers des Jeux Olympiques ou du Grand Paris. Nous exigeons la régularisation de celles et ceux

exploités dans la logistique, chez Chronopost et DPD (deux filiales de la poste) dont l'État lui-même est employeur. Ces travailleuses et travailleurs sont en lutte depuis 36 mois et la préfecture fait silence radio et ferme ses yeux et ses oreilles. Nous exigeons la régularisation de celles et ceux qui font le ménage, la restauration, les services aux personnes âgées.

Nous les collectifs des sans-papiers, mineurs isolés nous exigeons que l'ensemble des mineurs soient accompagnés et hébergés et que l'État tienne compte de la situation du collectif des jeunes du Parc de Belleville qui occupent la Gaîté Lyrique et qui ne demandent qu'à aller à l'école. Nous demandons l'État une protection des enfants étrangers, c'est dire du droit à l'éducation et la formation de jeunes majeurs.

Nous les collectifs de sans-papiers, mineurs isolés nous disons NON aux torrents d'OQTF, délivrées en particulier à la suite de contrôles racistes de personnes allant ou venant du travail, au voisinage des gares et des métros. Nous disons NON aux centres de rétentions et à la double peine.

Nous les collectifs de sans-papiers, mineurs isolés nous demandons un accueil digne de toutes les étrangères. Nous ne sommes pas des problèmes, nous sommes des Humains. Nous demandons **l'égalité des droits, Papiers pour toutes et tous, Travail pour toutes et tous, Logement pour toutes et tous**

Nous appelons à la **conférence de presse du mardi 28 janvier. 09H30, 91 rue Oberkampf, Paris**

Et nous appelons une **Assemblée de lutte, le samedi 8 février à 15h00, à l'AERI, 57 rue Etienne Marcel à Montreuil, métro Croix de Chavaux.**

Tous place Montparnasse, vendredi 31 janvier 15h00
Manifestation en direction du ministère du Travail